

## Chapitre 9

### Le logement des immigrés

*Les conditions de logement sont déterminées par un grand nombre de facteurs, tels que les ressources financières et la taille de la famille. Les conditions de logement des immigrés dépendent également de certaines circonstances, y compris de leur catégorie d'entrée.*

*Les immigrés qui arrivent pour rejoindre un membre de leur famille sont supposés bénéficier dès leur entrée d'un logement adapté, étant donné que les procédures de regroupement familial sont dans la plupart des pays assorties de conditions de ressources, de surface et/ou de nombre de pièces disponibles. À l'inverse, ceux arrivés dans d'autres conditions n'ont parfois pas les moyens financiers ni le temps de trouver un logement décent. Les lois du marché – prix de l'immobilier et normes des logements disponibles à ces prix – restreignent le choix des logements disponibles pour les immigrés qui disposent, en moyenne, de revenus plus faibles. Enfin, le risque d'accéder à un logement de mauvaise qualité est d'autant plus grand chez les immigrés qu'ils ont parfois une certaine méconnaissance du fonctionnement du marché locatif, et qu'ils éprouvent plus de difficultés à accéder au crédit. Ils peuvent également être victimes de discrimination par les propriétaires. Les allocations de logement et l'octroi de logements sociaux peuvent être également un moyen d'accéder à des logements plus grands et de meilleure qualité, mais les ménages immigrés dans le besoin ne sont pas nécessairement admissibles à ces aides et les demandes peuvent prendre un certain temps avant que les nouveaux arrivants puissent en bénéficier.*

*Quatre indicateurs sur le logement sont présentés dans ce chapitre : le mode d'occupation (indicateur 9.1), le niveau de surpeuplement (indicateur 9.2), les conditions plus générales de logement (indicateur 9.3) ainsi que son coût (indicateur 9.4). La section « Limites de la mesure » à la fin du chapitre traite de certaines des questions soulevées par ces indicateurs.*



## Principaux résultats

- En 2012, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les immigrés sont en moyenne moins souvent propriétaires de leur logement que la population autochtone (46 % contre 67 %), même à âge et revenus égaux.
- Dans la moitié des pays, ils ne bénéficient pas plus souvent de loyer modéré que les personnes nées dans le pays.
- À l'exception de l'Europe centrale, les immigrés résident un peu plus souvent dans des logements insalubres. Ils sont deux fois plus souvent en situation de surpeuplement.
- Dans les pays de l'Union européenne en 2009, les immigrés étaient légèrement plus susceptibles de vivre dans des quartiers défavorisés que les personnes nées dans le pays, sauf en Espagne, en Irlande, en Italie, au Luxembourg et au Royaume-Uni.
- En 2012, les situations où le logement est très fortement surpeuplé (plus de deux pièces manquantes au logement) concernent presque autant les immigrés que la population autochtone dans la majorité des pays de l'Union européenne, mais reste un problème particulièrement spécifique aux immigrés en Autriche, aux États-Unis ou encore en Italie.
- Parmi les ménages payant des loyers au prix du marché, les conditions de logement sont plus difficiles pour les ménages immigrés que pour les ménages autochtones.
- Un quart des immigrés sont sous la pression du coût de leur logement par rapport au niveau de leurs revenus, contre un cinquième des personnes nées dans le pays. Les aides au logement ne corrigent pas sensiblement les inégalités par rapport aux personnes nées dans le pays, sauf en Norvège, en Finlande, aux Pays-Bas et en France.

## 9.1. Mode d'occupation des logements

### Informations de référence

#### Indicateur

Il existe trois grands types de mode d'occupation des logements : propriétaire, locataire et occupant à titre gratuit. Dans la majorité des pays d'Europe, la location peut être faite, soit « aux tarifs en vigueur sur le marché », soit « à un prix réduit » (logement social, loué par un employeur ou loyer fixé par la loi). Cette distinction n'existe pas en Australie, au Danemark, aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande ou aux Pays-Bas. Les logements loués à prix réduit ne comprennent pas ceux loués au prix du marché mais bénéficiant d'une allocation logement. Aucune information sur les occupants à titre gratuit n'est disponible au Danemark, en Norvège et en Suède.

#### Champ

Ménages vivant en logement ordinaire (voir section « limites de la mesure ») dont au moins une personne responsable est âgée de 16 ans ou plus.

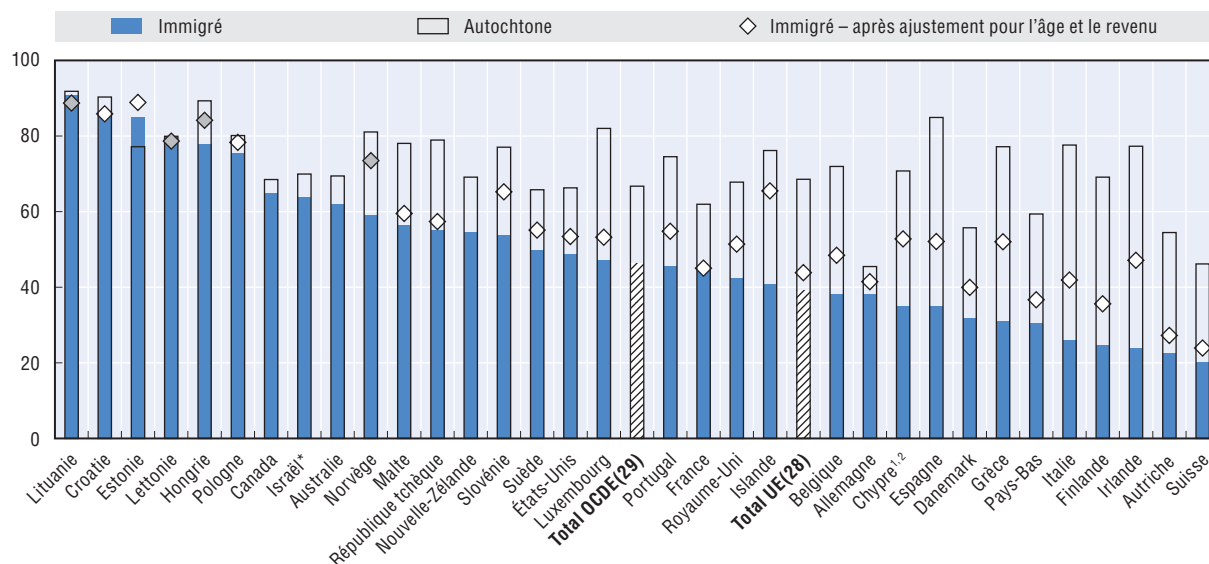
Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, les ménages immigrés sont globalement moins souvent propriétaires que ceux dont un des membres au moins est né dans le pays de résidence. Ainsi, en 2012, 46 % des ménages immigrés sont propriétaires de leur logement contre 67 % des ménages autochtones. Cette part s'élève à 39 % chez les immigrés résidant dans l'Union européenne. Les immigrés accèdent plus à la propriété dans les pays baltes, en Europe centrale et dans les pays d'installation, où les différences avec les personnes nées dans le pays sont relativement faibles. En Estonie, la part de propriétaires est même plus forte chez les immigrés que chez leurs homologues nés dans le pays.

Les immigrés accèdent par contre plus difficilement à la propriété dans les pays de l'UE15 et en Suisse. C'est dans les pays d'immigration récente (notamment en Irlande, en Italie, en Espagne et en Grèce), que l'écart relatif aux taux de propriété est le plus grand entre ménages immigrés et ménages autochtones (graphique 9.1). En Irlande et en Italie, un quart des ménages immigrés seulement sont propriétaires de leur logement contre les trois quarts des ménages autochtones. L'Allemagne, pays de l'OCDE où le taux de propriété est parmi les plus faibles, est aussi un des pays où les écarts entre immigrés et personnes nées dans le pays sont les plus réduits.

Les immigrés sont moins souvent propriétaires car ils sont en moyenne plus jeunes et leurs revenus plus faibles. Après ajustement en fonction de l'âge du chef de ménage et du niveau de revenu du ménage, les différences dans les taux de propriété entre ménages immigrés et ménages autochtones diminuent mais restent relativement élevées. Dans l'ensemble de l'Union européenne, seulement 15 % de l'écart entre ménages immigrés et ménages autochtones s'explique par l'âge et le revenu. D'autres facteurs semblent aussi contribuer aux inégalités d'accès à la propriété. La durée de séjour, entre autre, est un élément majeur. Plus une personne vit depuis longtemps dans le pays d'accueil, plus elle est susceptible de vouloir construire ou acheter une maison. De plus, il faut du temps pour avoir les ressources nécessaires pour accéder à un crédit immobilier, passage souvent nécessaire pour pouvoir accéder à la propriété. D'autres facteurs non observables, comme les préférences personnelles et le choix de vivre dans des communautés d'immigrés, peuvent conduire les immigrés vivant dans ce genre d'environnement à n'avoir qu'un moindre accès à la propriété (logements sociaux, par exemple), ce qui contribue encore au faible taux de propriétaires parmi les immigrés.

Avec un moindre accès à la propriété, les ménages immigrés sont surreprésentés au sein des locataires. Mais, alors que leurs revenus sont en moyenne plus faibles, ils bénéficient moins souvent de logements « à prix réduit » que les ménages autochtones (graphique 9.2). En moyenne, dans les pays étudiés, la part des ménages résidant dans un logement « à prix réduit » est de 5 points de pourcentage inférieure à celle des ménages autochtones. Cette sous-représentation est observée dans les deux tiers des pays et atteint plus de 20 points en Espagne, en Irlande et au Portugal. La situation est différente en Croatie et en Finlande, où les immigrés sont surreprésentés au sein des ménages vivant dans des logements « à prix réduit », tout comme en Allemagne et, dans une moindre mesure, au Canada. Enfin, aucune différence d'accès au logement « à prix réduit » n'est observée en Belgique, en France et en Suisse.

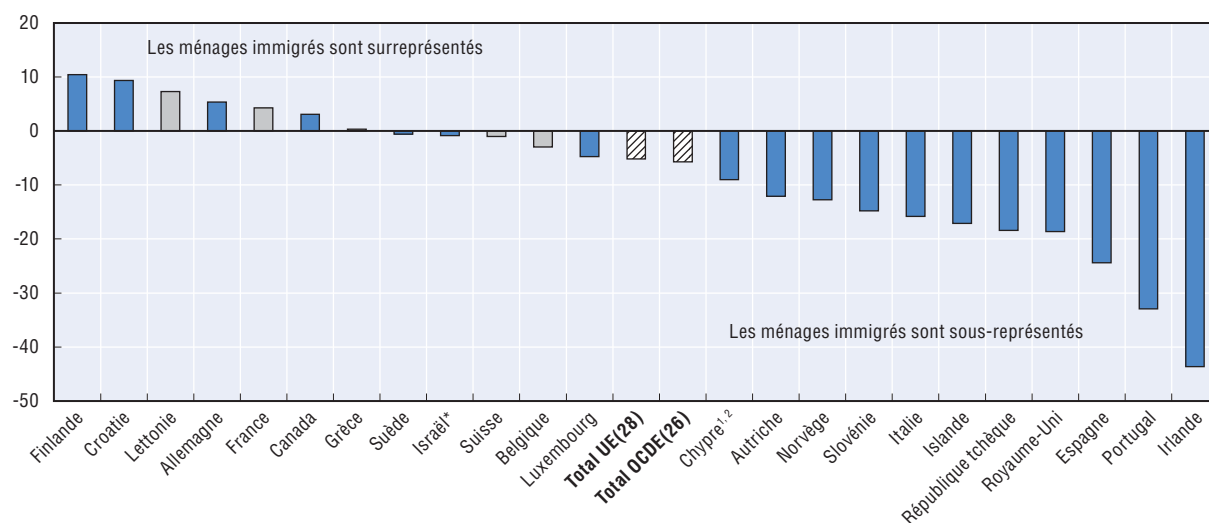
Graphique 9.1. **Pourcentage de ménages propriétaires de leur logement selon le statut migratoire du ménage, 2012**



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217294>

Graphique 9.2. **Ménages bénéficiant d'un loyer modéré parmi les ménages immigrés locataires, 2012**

Différences avec les ménages autochtones en points de pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217307>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

## 9.2. Surpeuplement du logement

### Informations de référence

#### Indicateur

Est considéré comme surpeuplé tout logement dont le nombre de pièces de vie est inférieur au minimum suivant : une pièce de séjour pour le ménage, une pièce pour le couple responsable du logement (ou deux pièces si les deux responsables ne sont pas en couple), une pièce pour un maximum de deux adultes supplémentaires (âgés de 18 ans et plus), une pièce pour un maximum de deux enfants. À noter que le Canada et la Nouvelle-Zélande utilisent la définition canadienne du surpeuplement (voir section « limites de la mesure » en fin de chapitre).

On parle de surpeuplement accentué (ou extrême) quand il manque au logement deux pièces de vie nécessaires au ménage. Le surpeuplement extrême ne peut pas concerner les personnes seules et les couples sans enfant (qui par définition n'ont besoin que de deux pièces). L'indicateur de surpeuplement accentué ne s'applique donc pas à ces deux types de ménage.

#### Champ

Personnes de 16 ans et plus vivant en logement ordinaire. Les personnes vivant seules et les couples sans enfant sont, par définition, exclus du calcul du taux de surpeuplement accentué.

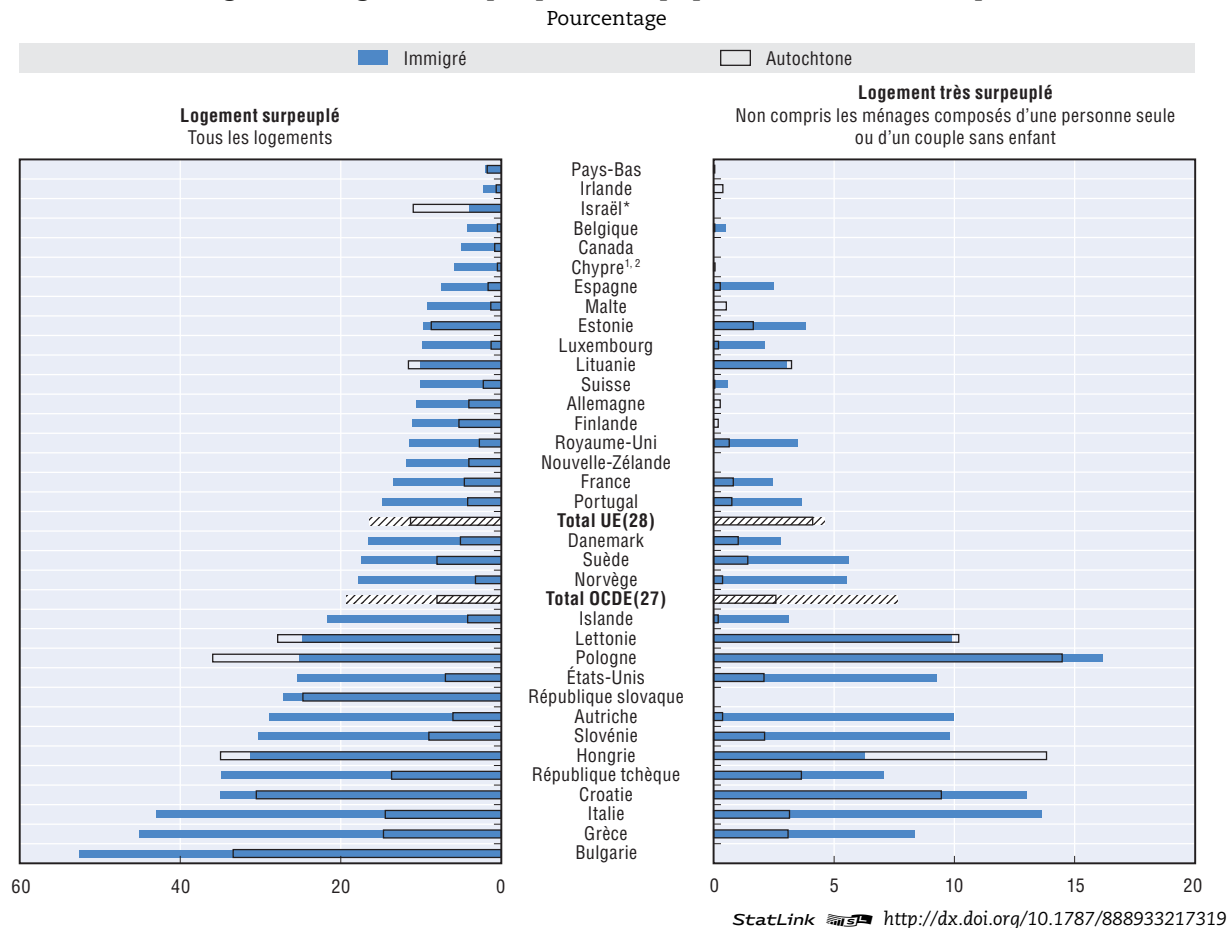
En 2012, en moyenne, 19 % des adultes habitant dans un ménage immigré vivent en situation de surpeuplement dans l'OCDE, contre 8 % des personnes nées dans le pays. Le surpeuplement des logements immigrés est plus limité dans l'Union européenne (16 %).

Le surpeuplement est très rare aux Pays-Bas, en Irlande, en Belgique et au Canada, quelle que soit l'origine migratoire des ménages. Mais il concerne plus de quatre immigrés sur dix en Bulgarie, en Grèce et en Italie. Dans la plupart des pays, les immigrés sont au moins deux fois plus souvent en situation de surpeuplement que les personnes nées dans le pays. Ces inégalités sont particulièrement fortes en Autriche, en Slovaquie, mais aussi aux États-Unis, où un quart des immigrés vivent dans des logements surpeuplés, contre près de 7 % des personnes nées dans le pays (graphique 9.3). En Israël, les ménages immigrés sont par contre trois fois moins souvent surpeuplés que ceux des personnes nées dans le pays.

Dans tous les pays considérés, les situations de surpeuplement sont beaucoup plus courantes quand le ménage est locataire, notamment quand il loue au prix du marché. Ce constat est accentué chez les ménages immigrés. En moyenne, dans l'UE et aux États-Unis, les taux de surpeuplement parmi les ménages immigrés locataires au prix du marché sont 10 et 25 points de pourcentage supérieurs à ceux des ménages autochtones (graphique 9.4). Les ménages immigrés sont largement surreprésentés dans les logements loués au prix du marché surpeuplés dans la majorité des pays d'immigration récente d'Europe du Sud (hors Espagne), ainsi qu'en Autriche, en Norvège et aux États-Unis. Le surpeuplement touche autant, voire moins, les immigrés que leurs homologues autochtones dans quelques pays, tels que l'Irlande, Israël, la Lettonie et les Pays-Bas, où le phénomène en lui-même est peu courant. En effet, dans les pays où la surpopulation est faible parmi la population en général, elle est également faible chez les immigrés.

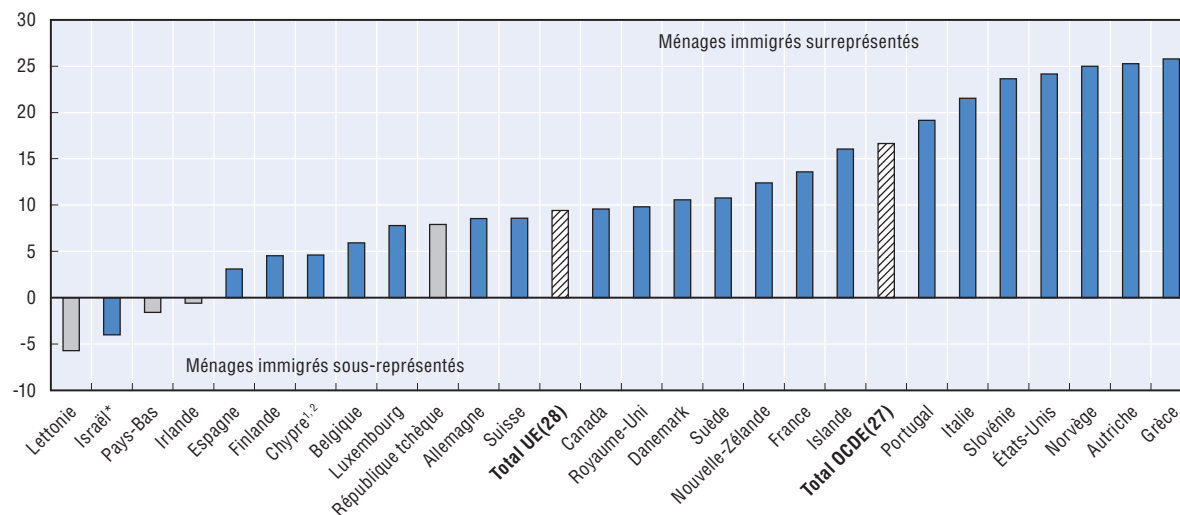
Une partie non négligeable du surpeuplement touche des personnes seules ou des couples sans enfant vivant dans des logements d'une seule pièce, et qui n'ont donc pas de pièces de séjour en dehors de leur chambre à coucher. Mais les cas les plus extrêmes de surpeuplement concernent les familles avec enfants ou les ménages de plus de trois adultes. En moyenne, 8 % de ces ménages sont en situation de surpeuplement accentué dans la zone OCDE et 5 % dans l'Union européenne (graphique 9.3). Si ce type de surpeuplement concerne presque autant les immigrés que les autochtones dans la majorité des pays d'Europe, il reste un problème particulièrement spécifique aux immigrés aux États-Unis, en Italie et en Slovaquie. Dans ces pays, quatre fois plus d'immigrés que de personnes nées dans le pays vivent dans des logements extrêmement surpeuplés. La situation est également préoccupante en Autriche, où un immigré sur dix vit en situation de surpeuplement accentué, contre moins d'une personne née dans le pays sur 200.

Graphique 9.3. **Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé selon le statut migratoire du ménage et le degré de surpeuplement, population de 16 ans et plus, 2012**



Graphique 9.4. **Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé parmi les locataires au prix du marché, selon le statut migratoire du ménage, population de 16 ans et plus, 2012**

Différence avec les personnes vivant dans un ménage natif en points de pourcentage



Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

### 9.3. Conditions de logement

#### Informations de référence

##### Indicateur

Les conditions de logement sont une des mesures du bien-être et se réfèrent à plusieurs situations distinctes. Outre le taux de surpeuplement (voir indicateur 9.2), cet indicateur en propose deux autres : la qualité du logement et le niveau de dégradation du quartier de résidence.

La qualité du logement est appréhendée à travers différents critères. Un logement est dit de mauvaise qualité (ou insalubre) lorsqu'il est trop sombre, s'il ne dispose pas de salle d'eau (salle de bains ou douche, toilette avec chasse d'eau) à l'usage exclusif du ménage, ou si son toit fuit. Aucune information comparable sur la qualité du logement n'est disponible pour les pays non européens de l'OCDE.

L'environnement extérieur fait également partie du bien-être résidentiel. Un environnement « dégradé » peut avoir une influence sur la réputation du quartier, ce qui entraîne à terme des effets indirects sur l'éducation et les opportunités d'emploi. Un quartier est considéré comme dégradé s'il y a présence courante de déchets dans la rue ou présence d'équipements publics endommagés. Aucune information comparable sur la dégradation du quartier n'est disponible pour les pays non européens de l'OCDE.

##### Champ

Personnes âgées de 16 ans et plus vivant en logement ordinaire.

En moyenne, dans l'ensemble des pays en 2012, moins d'un ménage sur dix réside dans un logement de mauvaise qualité, quelle que soit son origine. La part de la population totale (immigrée et autochtone) vivant dans ce type de logement est inférieure à 15 %, sauf au Canada, en Irlande et dans quelques pays d'Europe centrale et orientale (graphique 9.5). Les immigrants vivent moins souvent dans un logement dit « insalubre » que les personnes nées dans le pays dans un certain nombre de pays d'Europe centrale. En Pologne par contre, les immigrants sont deux fois plus présents dans ce type de logements. Dans le reste de l'Europe, où les logements sont globalement de meilleure qualité, les ménages immigrants sont par contre toujours plus défavorisés que les ménages autochtones, particulièrement en Islande et en Italie. Dans l'ensemble des pays de l'Union européenne, 30 % des immigrants ont en moyenne soit un problème de surpeuplement, soit un problème de mauvaise qualité de logement, contre 20 % des personnes nées dans le pays (graphique 9.A1.1).

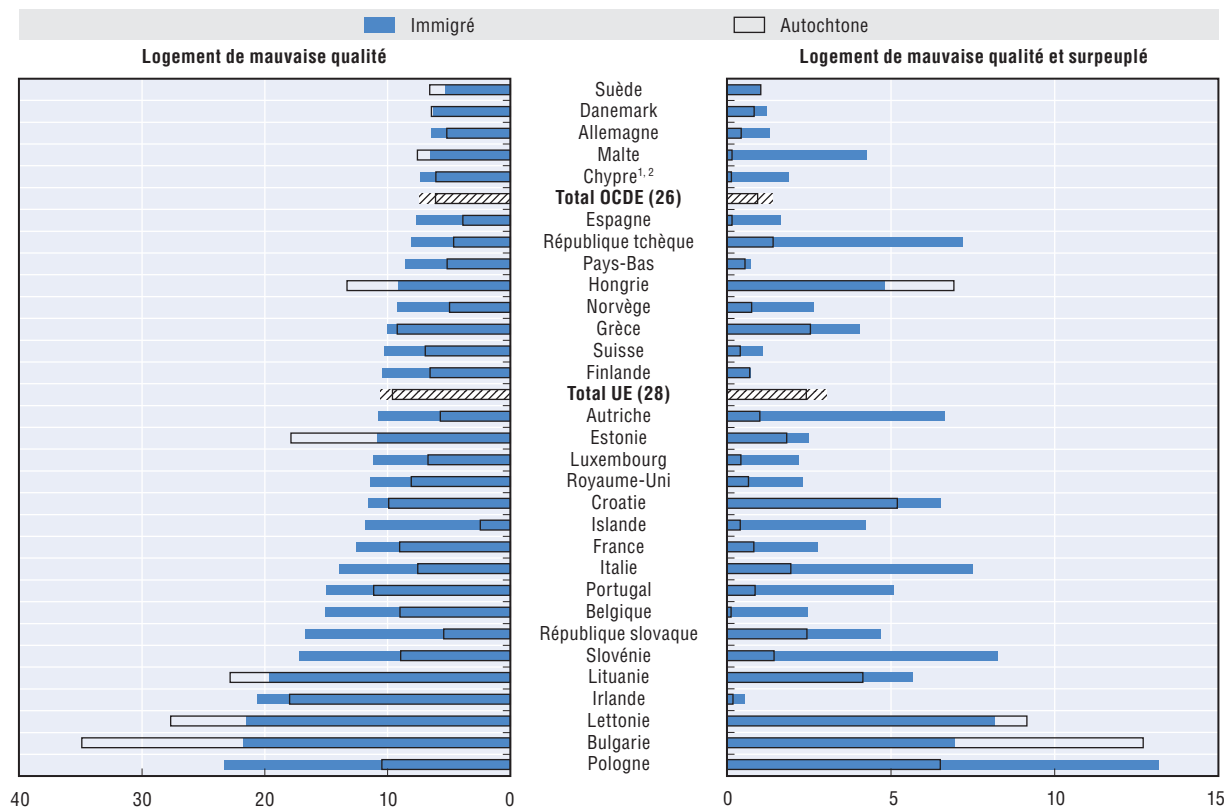
Les cas de « double handicap » (personnes vivant dans un logement surpeuplé et de mauvaise qualité) sont rares, mais concernent néanmoins plus souvent les immigrants. Cette part peut atteindre des niveaux élevés chez les immigrants : au moins 5 points de pourcentage de plus que les personnes nées dans le pays en Italie, Pologne et Slovaquie. Les immigrants locataires au prix du marché sont surreprésentés dans les logements touchés par ce double handicap dans les trois quarts des pays (graphique 9.6). C'est particulièrement le cas en Autriche, au Portugal, en République tchèque et en Slovaquie. Au Danemark, toutefois, ils ne sont pas plus concernés que les personnes nées dans le pays par ce double problème.

En 2009, dans la grande majorité des pays, les immigrants sont surreprésentés dans les quartiers dégradés. Plus d'un immigrant sur trois réside dans ce type d'environnement en Hongrie, en République slovaque et au Portugal (graphique 9.A1.2). Avec la Belgique et la France, la République slovaque et le Portugal sont les pays où les immigrants sont les plus surreprésentés dans les quartiers défavorisés. Ils sont néanmoins moins présents dans les quartiers dégradés que leurs homologues autochtones dans quelques pays où la part des immigrants dans la population totale est significative (Espagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Royaume-Uni).



Graphique 9.5. **Part des personnes vivant dans un logement de mauvaise qualité selon le statut migratoire du ménage, population de 16 ans et plus, 2012**

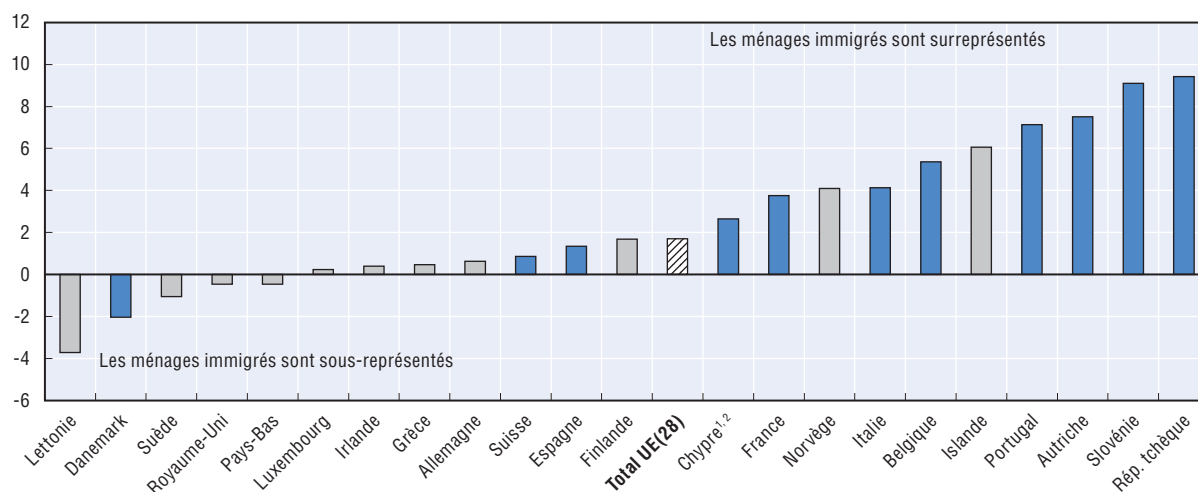
Pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217330>

Graphique 9.6. **Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé et de mauvaise qualité parmi les locataires au prix du marché, selon le statut migratoire du ménage, population de 16 ans et plus, 2012**

Différence avec les personnes vivant dans un ménage autochtone en points de pourcentage



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217341>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

## 9.4. Coût du logement

### Information de référence

#### Indicateur

Le taux de surcharge du coût de logement correspond au pourcentage des ménages consacrant plus de 40 % de leurs revenus disponibles à leur loyer. Après prise en compte du montant des aides au logement, on parle de taux de surcharge net. Cet indicateur n'est calculé que pour les ménages locataires.

Aucune information relative aux allocations logement n'est disponible pour les pays non européens de l'OCDE.

#### Champ

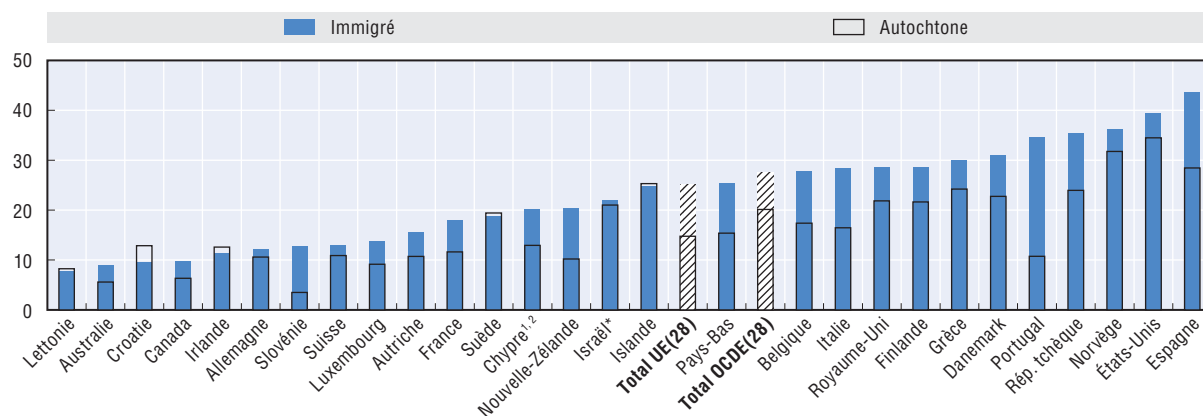
Ménages locataires vivant en logement ordinaire dont au moins une personne responsable a 16 ans ou plus.

En 2012, dans la plupart des pays, les ménages immigrés sont plus souvent en situation de surcharge du coût de logement que les ménages autochtones. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, 27 % des immigrés sont dans ce cas contre 20 % des personnes nées dans le pays. Ce phénomène touche moins la population de l'Union européenne, qu'elle soit immigrée (25 % en surcharge de coût), ou née dans le pays (15 %, graphique 9.7)

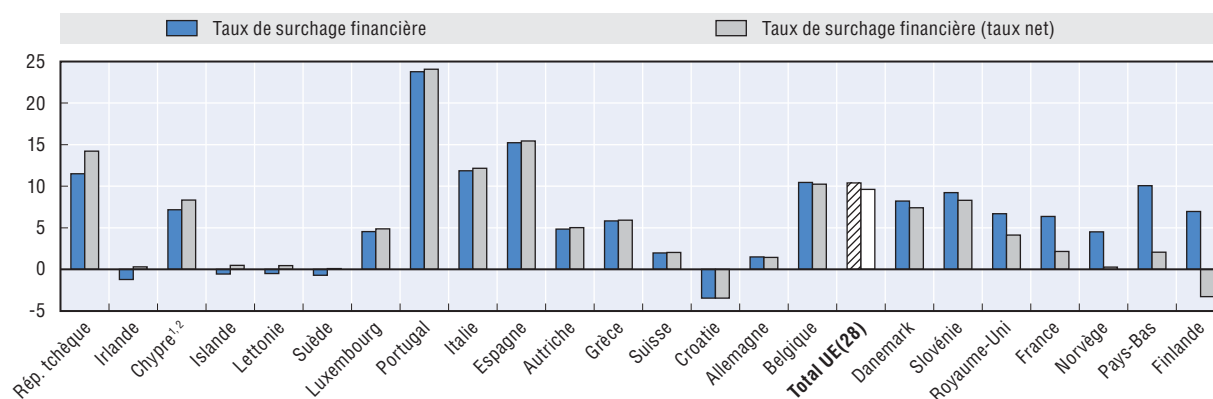
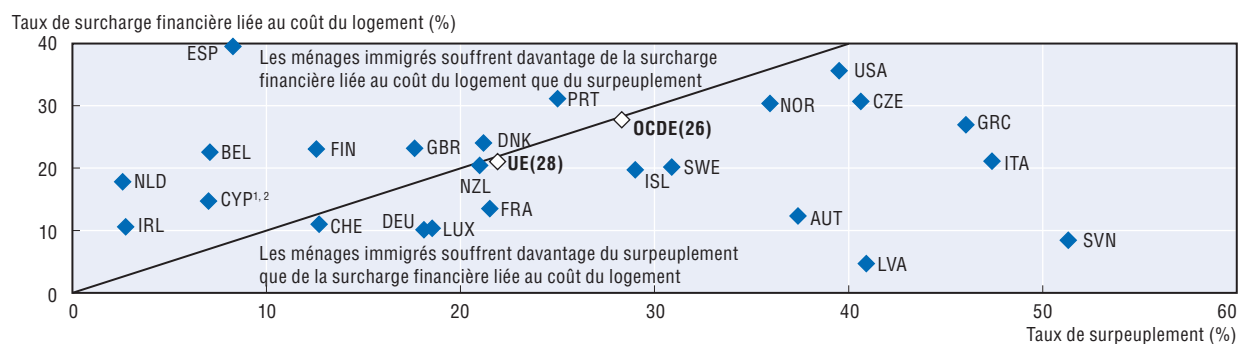
La pression du loyer sur le revenu des ménages immigrés est surtout prégnante aux États-Unis, en Europe du Sud (plus particulièrement en Espagne et au Portugal), en Norvège et en République tchèque. Dans ces pays, plus d'un tiers des loyers des ménages immigrés dépassent le seuil de 40 % du revenu. À l'opposé, dans un grand nombre de pays d'installation (Australie, Canada), ainsi qu'en Croatie et en Lettonie, un dixième des immigrés seulement sont en situation de surcharge du coût du logement. En Allemagne et en Suisse, une part relativement proche d'immigrés et de personnes nées dans le pays sont touchés par ce problème. En Croatie, en Lettonie, en Irlande et en Suède, les immigrés souffrent même un peu moins souvent de cette surcharge financière. Toutefois, ils sont particulièrement affectés en Europe du Sud, notamment au Portugal (24 points de pourcentage de plus chez les ménages immigrés), en Espagne et en Italie. Dans la plupart des autres pays, les écarts de taux de surcharge du coût de logement entre immigrés et personnes nées dans le pays sont proches de la moyenne OCDE (6 points).

Face aux inégalités en termes de surcharge financière du coût du logement, les aides au logement peuvent être un moyen de « corriger » les écarts entre immigrés et personnes nées dans le pays. Dans la plupart des pays, ces aides ne contribuent pas sensiblement à faire disparaître ces différences (graphique 9.8). Mais en Norvège et en Finlande, ces écarts disparaissent, et ils diminuent beaucoup aux Pays-Bas et en France après prise en compte des aides au logement. Il existe néanmoins quelques pays où les autochtones bénéficient significativement plus souvent des aides au logement que les immigrés, ce qui accroît encore les inégalités entre les deux groupes. C'est particulièrement le cas en République tchèque, où l'écart de taux de surcharge, déjà assez élevé, passe de 11 à 14 points après prise en compte des aides au logement.

Dans quelques pays, comme en Espagne, en Belgique et aux Pays-Bas, la surcharge financière est le problème majeur des ménages immigrés, comparé au problème du surpeuplement (graphique 9.9). À l'inverse, les immigrés sont souvent en situation de surpeuplement en Italie, en Grèce, en Slovénie, en Lettonie et en Autriche, alors que leurs loyers sont mieux adaptés à leurs revenus. Dans de nombreux autres pays, cependant, surcharge financière et surpopulation vont de pair.

Graphique 9.7. **Taux bruts de surcharge du coût du logement des ménages locataires, 2012**StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217354>Graphique 9.8. **Surcharge du coût du logement des locataires et impact des allocations logement, 2012**

Écart immigrés-nés dans le pays en points de pourcentage

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217366>Graphique 9.9. **Taux de surpeuplement et de surcharge du coût du logement des ménages immigrés locataires, 2012**StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217379>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

## Limites de la mesure

La mesure de l'intégration « résidentielle » est rendue difficile par l'absence d'enquêtes logement dans de nombreux pays. Toutefois, certaines enquêtes renseignent quelques éléments sur les différentes conditions de logement. Ces enquêtes n'interrogent que la population résidant en logement dit « ordinaire ». Les données présentées excluent donc de fait les personnes sans abri et toute personne vivant dans des structures collectives (foyers, maisons de retraite, casernes, campements, hôpitaux, prisons, etc.).

### Mode d'occupation des logements

Le mode d'occupation des logements découle en partie des choix personnels de l'individu. Il donne néanmoins des indications sur l'aptitude et la volonté de s'installer dans le pays hôte (en cas d'accès à la propriété), mais aussi sur les ressources financières disponibles.

### Surpeuplement du logement

Un logement surpeuplé peut être considéré comme tel par différents moyens. Cette notion peut se baser sur la perception qu'ont les habitants de leur propre espace, au travers de questions précises comme « considérez-vous que votre logement est trop petit ? », etc. Cette manière déclarative laissant plus de place à la subjectivité du répondant, n'a pas été retenue ici. Une autre méthode consiste à calculer le nombre de m<sup>2</sup> habitables par habitant (les habitants de moins de 12 ans ayant souvent un poids de 0.5). Basée sur des informations plus précises, cette définition est toutefois difficile à appliquer car l'information sur la taille du logement n'est souvent pas disponible.

La définition du surpeuplement présentée ici est inspirée de celle d'Eurostat, qui prend en compte le nombre de pièces de vie, le nombre d'adultes en couple et hors couple, ainsi que l'âge et le sexe des enfants. Dans certaines sources, les liens entre adultes (hors personnes responsables du ménage) ne sont pas connus, de même que l'âge des enfants. La définition utilisée ici a donc été adaptée à ces contraintes et toute personne supplémentaire aux personnes responsables est jugée comme à même de vivre à deux dans une même pièce. Cette méthode sous-estime le taux de surpeuplement des familles et des ménages complexes par rapport à la mesure d'Eurostat. Néanmoins, le classement des pays reste similaire.

Le Canada et la Nouvelle-Zélande utilisent la définition canadienne du surpeuplement. Cette définition n'a pas été adaptée et sous-estime les taux de surpeuplement dans ces pays. Elle se base toutefois sur le nombre de chambres à coucher, et non le nombre de pièces de vie, ce qui diminue les cas de surpeuplement par rapport aux données européennes, en particulier dans les logements d'une pièce. En effet, d'après la définition d'Eurostat, un logement d'une pièce est toujours surpeuplé (puisqu'il ne dispose pas de pièce de vie), alors qu'il ne le sera pas dans ces deux pays (la seule pièce étant considérée comme une chambre à coucher). La comparaison entre ces pays et les autres doit donc être faite avec précaution.

### Conditions de logement

Les conditions matérielles du logement permettant d'estimer la bonne qualité d'un lieu de résidence sont très nombreuses. Idéalement, cet indicateur devrait être calculé en prenant en compte une somme de caractéristiques nécessaires au bien-être au sein du logement : matériaux de construction, réseau électrique, ventilation, chauffage,

alimentation en eau potable, évacuation des eaux, cuisine, éclairage, salle d'eau, étanchéité, etc. Seules ces trois dernières informations sont concrètement disponibles dans un grand nombre de pays.

L'environnement autour du logement est tout aussi important pour le bien-être. Mais les informations sur le voisinage sont rarement disponibles dans les enquêtes générales. Les informations présentées ici se basent sur quelques critères de dégradation du quartier disponibles dans le module ad hoc 2009 de l'enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC). Il n'existe pas de données comparables en dehors de l'Europe. Là encore, le niveau de « dégradation » d'un quartier de résidence peut être évalué de différentes manières : exposition au bruit, niveau de pollution, sentiment d'insécurité, propreté et dégradation des équipements. Seules ces deux dernières informations sont disponibles dans EU-SILC. Le bien-être lié au quartier de résidence peut aussi être estimé par certains critères d'accessibilité aux services publics, aux transports et aux commerces.

### **Coût du logement**

Les aspects financiers du logement présentés ici mettent l'accent sur le taux d'effort, c'est-à-dire la part du revenu consacré au « paiement » du logement (voir chapitre 8 pour la définition du revenu). Ce paiement peut prendre la forme de remboursement de crédit immobilier pour les propriétaires et d'acquittement du loyer pour les locataires, y compris dans la mesure du possible les charges de gestion du logement. Les montants de remboursement de crédit étant très rarement renseignés dans les enquêtes, cet indicateur ne prend en compte que les locataires. Lorsque le taux d'effort est supérieur à 40 % du revenu disponible, on considère que le ménage est soumis à un risque significatif d'endettement et d'impayés. Les personnes dans cette situation sont dites « en surcharge du coût du logement ».

Le taux d'effort, et le taux de surcharge qui en découle, est dit net lorsque les aides au logement sont déduites du coût du logement. Ce taux net donne une image plus précise du coût réel du logement pour les ménages, mais les informations sur les aides au logement ne sont pas disponibles pour les pays non européens.

Les taux d'accès et les indicateurs sur la surcharge du coût du logement sont des outils qui permettent d'évaluer la situation des adultes dans le ménage. Ces indicateurs ne couvrent donc que la population âgée de 16 ans et plus.

Les sources utilisées étant des panels, les résultats peuvent être légèrement biaisés. Les échantillons utilisés dans ce type d'enquêtes ne sont en effet représentatifs que pour la première vague d'immigration. Tout immigré nouvellement arrivé ne sera inclus dans le dispositif d'enquête que s'il rejoint un ménage déjà enquêté précédemment. En conséquence, les enquêtes par panel sous-estiment les migrants arrivés récemment. Plus le processus de renouvellement de panel est long, plus les résultats seront biaisés. Le panel de EU-SILC est renouvelé entièrement tous les cinq ans, celui du CPS tous les deux ans.

## **Notes, sources et pour en savoir plus**

### **Note concernant Israël**

\* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

**Notes concernant Chypre<sup>1, 2</sup>**

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

**Notes des tableaux et graphiques**

Graphique 9.1 : Le pourcentage ajusté de ménages propriétaires de leur logement est le pourcentage de ménages propriétaires parmi les ménages immigrés si la personne responsable du ménage appartenait au même groupe d'âge que ses pairs nés dans le pays et si les revenus du ménage immigré étaient les mêmes que ceux d'un ménage autochtone. Les losanges gris indiquent que le taux ajusté n'est pas significativement différent de celui des autochtones au seuil de 5%.

Graphiques 9.2, 9.4 et 9.6 : Les barres grisées indiquent que les différences ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5 %.

Graphiques 9.3, 9.4 et 9.5 : Population totale pour le Canada.

Graphiques 9.3 et 9.4 : La moyenne OCDE ne comprend pas Israël.

Graphique 9.7 : Les taux pour les États-Unis et l'Australie sont calculés sur la base du revenu total et non du revenu disponible. Par conséquent, ils sont probablement sous-estimés. Le taux pour la Nouvelle-Zélande est net et calculé sur une base individuelle et non sur les revenus des ménages. La moyenne OCDE ne comprend pas la Nouvelle-Zélande.

Graphique 9.9 : Les taux pour les États-Unis sont calculés sur la base du revenu total et non du revenu disponible. Par conséquent ils sont probablement sous-estimés.

Les moyennes tiennent compte des taux qui ne peuvent être publiés individuellement pour des questions de taille d'échantillon.

En Nouvelle-Zélande les personnes responsables du ménage sont celles qui assurent les dépenses du ménage. Les moyennes tiennent compte des taux qui ne peuvent être publiés individuellement pour des questions de taille d'échantillon.

Le Canada et la Nouvelle-Zélande utilisent la définition de surpeuplement dérivée de la Norme nationale d'occupation du Canada (NNO). D'après cette norme, est considéré comme surpeuplé tout logement dont le nombre de chambres à coucher est inférieur au minimum suivant : une chambre par couple d'adulte, une chambre pour un parent seul, une chambre par adulte supplémentaire (18 ans et plus), une chambre pour un maximum de deux enfants de même sexe (moins de 18 ans), deux chambres pour deux enfants de sexe opposé, une chambre pour un maximum de deux enfants de moins de cinq ans de sexe opposé. Une personne seule n'est pas en situation de surpeuplement dans un logement d'une pièce sans chambre à coucher.

**Sources**

Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC 2012) ; Australie : Recensement de la population et des ménages 2011 ; Canada : Enquête nationale auprès des ménages (ENM 2011) ; Israël : *Household Expenditure Survey* (HES 2012), Nouvelle-Zélande : *Household Economic Survey* (HES 2013) ; *US American Community Survey* (ACS) 2012.

**Pour en savoir plus**

Eurostat (2011a), *Housing Conditions in Europe in 2009*, Commission européenne, Luxembourg.

Eurostat (2011b), « Migrants in Europe. A Statistical Portrait of the First and Second Generation », *Statistical Books*, Commission européenne, Luxembourg.

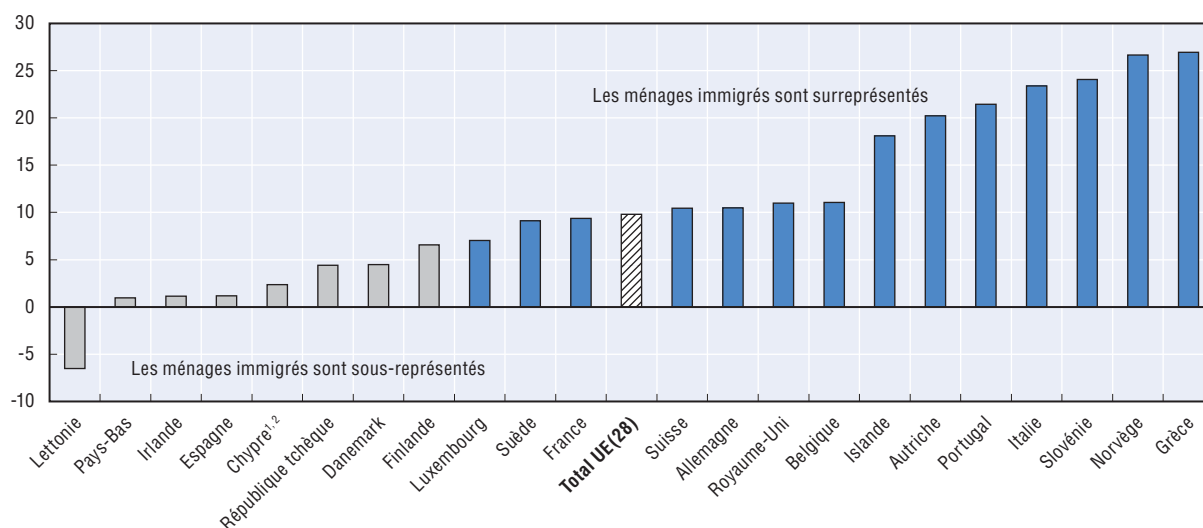
OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>.

## ANNEXE 9.A1

## Tableaux et graphiques supplémentaires

Graphique 9.A1.1. **Part des personnes vivant dans un logement surpeuplé ou de mauvaise qualité parmi les locataires au prix du marché, selon le statut migratoire du ménage, 2009**


Différence avec les personnes vivant dans un ménage natif en points de pourcentage



Note : Les barres grisées indiquent que les différences ne sont pas statistiquement significatives au seuil de 5 %.

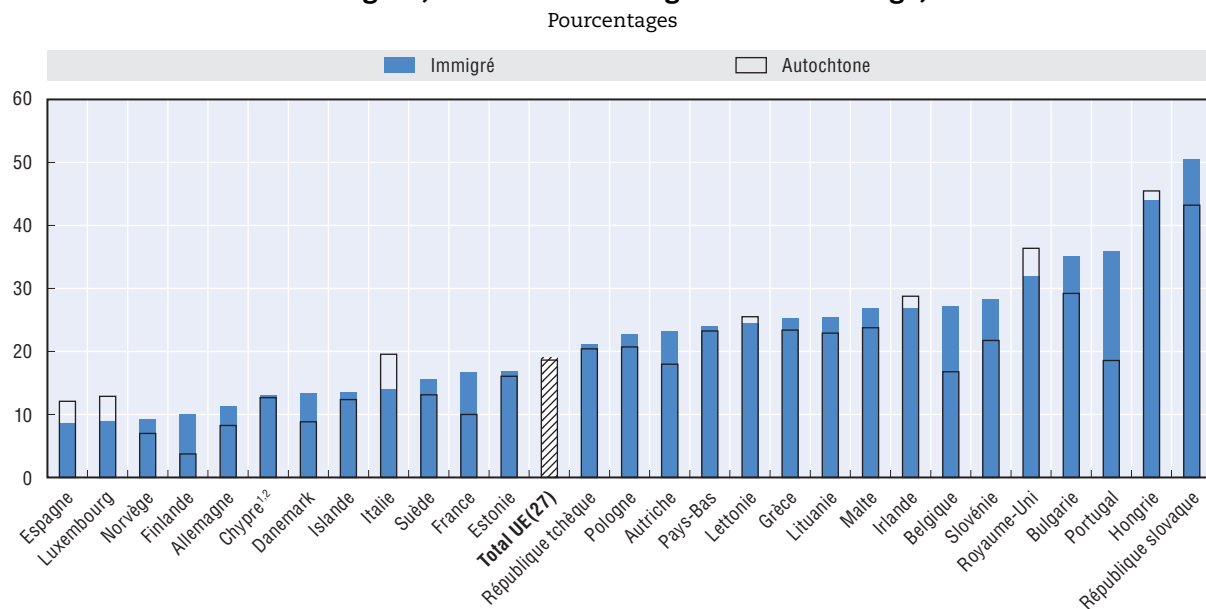
1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) 2012.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933217381>



**Graphique 9.A1.2. Part des personnes âgées de 16 ans ou plus vivant dans un quartier où des débris sont souvent jetés dans la rue et/ou les infrastructures publiques sont souvent endommagées, selon le statut migratoire du ménage, 2009**



1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Enquête européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), module ad hoc 2009.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933217395>





Extrait de :

## Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Le logement des immigrés », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-12-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).